

École : choisir le progrès Aujourd'hui dans les luttes, demain dans les urnes, pour un projet populaire partagé en 2012

La transformation de l'école doit figurer au cœur des débats que nous entamons sur le programme populaire et partagé pour la gauche. Les personnels, parents d'élèves, jeunes... sont capables de mener un débat instruit et intelligent sur la défense et la transformation progressiste de l'école.

Il est indispensable et urgent de " rendre le droit de cité à l'expertise populaire".

La droite met « l'école » au cœur de son projet, au service de la stratégie européenne de Lisbonne dite de « l'économie de la connaissance ». Une école à plusieurs vitesses, une école du tri : filières et établissements d'excellence pour les plus riches et pour ceux qui réussissent, pour les autres, le minimum vital pour sortir du système scolaire en étant corvéables à merci et « adaptés » aux besoins du patronat.

Les élections cantonales : un moment de choix pour l'école

Avec la réforme de l'autonomie des établissements et la raréfaction des fonctionnaires d'État, voilà le scénario prévu par le gouvernement : fin des financements nationaux, les établissements devront se tourner vers les collectivités locales pour financer les postes pour les enseignements devenant « optionnels » au-delà du socle commun. Il pousse ainsi les acteurs locaux, faute de pouvoir financer partout, à regrouper d'un côté les enfants de familles populaires dans certains établissements de la ville ou du canton, en limitant l'enseignement au « socle commun », et dans des établissements différents les enfants qui ont déjà acquis des choses à la maison et avec qui sera alors visé non seulement le socle, mais aussi le reste du programme, avec des profs contractuels. Le gouvernement a tout mis en place pour ce renoncement à l'égalité : l'affaiblissement de la carte scolaire et la concurrence entre établissements pour recruter ses élèves. Cela se traduit déjà par le dispositif, cyniquement appelé « ECLAIR », à la place de l'éducation prioritaire.

Plus que jamais, le peuple de France va avoir besoin d'élus capables d'interpeller l'Etat sur ses responsabilités, refusant de s'y substituer, assumant ce qui est de leur rôle (construction de bâtiments, etc.) pour mieux signifier à l'Etat que c'est à lui d'assurer l'égalité pédagogique sur tout le territoire, que le caractère national de l'éducation est une condition de l'égalité. C'est le cap que suivent les candidats communistes dans le cadre du Front de gauche.



Esquiver ce débat de fond, en se contentant de demander que la droite « dégage » pour prendre sa place, c'est laisser penser qu'il n'y a le choix qu'entre un projet de droite et une absence de projet, sans issue. **Ce qui se joue, c'est le pouvoir sur les informations, les inventions, les savoirs.** Une bataille a lieu dans la production des savoirs, entre les forces du capital qui veulent mettre la main sur les choix de recherche, et marchandiser les connaissances produites, et l'aspiration progressiste à les mettre au service du développement humain et du partage. Une bataille attenante porte sur la diffusion, la transmission / appropriation des savoirs, de la maternelle à l'université et jusqu'à la formation permanente : qui doit maîtriser quoi, pour en faire quoi ?

L'alternative, pour les communistes, c'est d'affronter le débat, projet capitaliste contre projet progressiste. Pour nous, une relance du service public d'éducation nationale est indispensable, en le transformant pour franchir une nouvelle étape de démocratisation scolaire : allongement des scolarités, transformation qualitative pour permettre la meilleure compréhension, pour qu'aillent mieux de pair acquisition des savoirs et développement du pouvoir de penser des futurs citoyens et travailleurs.

Au PCF, quelques axes nous semblent essentiels pour envisager l'avenir

- **la culture scolaire commune que toute une génération a besoin de s'approprier pour vivre**
- **dans une civilisation de demain modelée par les savoirs savants et les technologies**
- **la démocratisation : le nécessaire allongement des études et le combat contre les inégalités**
- **la reconnaissance égale des qualifications, des diplômes**
- **les pouvoirs donnés à la communauté scolaire dans un cadre national**
- **les moyens financiers, en matériel, en personnel, en recherche et formation pour atteindre ces objectifs.**

Pour chacun de ces axes de projet, nous mettons des idées en débat, au service des luttes et du rassemblement :

* Revue du projet : <http://projet.pcf.fr/7451>

* lettre du réseau école du PCF : <http://www.pcf.fr/7514>

Ensemble, passons à l'action !

◇ Je veux être informé des initiatives et des rencontres sur les enjeux éducatifs, des initiatives pour élaborer le projet populaire partagé pour l'éducation

◇ Je rejoins le PCF

Nom / Prénom :

Adresse :

E-mail :

À retourner à : PCF –Secteur enseignement
2, place du colonel Fabien
75167 Paris cedex
ou par mail à enseignement@pcf.fr

